

DOUGLAS PAAL

Distinguished Fellow du Programme Asie de la Fondation Carnegie pour la paix internationale

John Andrews, écrivain, journaliste et conseiller de rédaction à The Economist

Douglas, vous avez la parole.

Douglas Paal, Distinguished Fellow du Programme Asie de la Fondation Carnegie pour la paix internationale

Merci, et merci à Thierry de Montbrial et à toute l'équipe de nous avoir réunis une fois de plus. Je vois ici des collègues que je ne rencontre parfois qu'une seule fois par an, mais on passe toujours un excellent moment. Je commencerai mon intervention en évoquant le début des années 1990, avant de revenir rapidement jusqu'à aujourd'hui. Au début des années 1990, après le massacre de Tiananmen, la Chine est très affaiblie, elle est presque un paria sur la scène internationale. Les États-Unis remportent la guerre du Koweït et s'affirment comme une superpuissance unipolaire. À cette époque, les États-Unis demandaient à leurs amis de la région : « Quelle est votre position par rapport à la Chine et aux États-Unis ? ». Ils répondaient alors : « Ne nous demandez pas de choisir, mais nous sommes de votre côté ».

Puis les années 1990 ont passé. Les États-Unis ont commis quelques faux pas en cours de route. À mon avis, nous avons mal géré la crise financière asiatique de 1998. Nous aurions dû davantage aider nos amis. De son côté, la Chine a mieux su répondre aux préoccupations des économies de la région. Dans les années 2000, la Chine a commencé à se remettre de l'épisode de Tiananmen. Zhu Rongji est devenu Premier ministre. Il a mis de côté les industries improductives, a dynamisé l'économie et la Chine a alors connu une période de décollage. Nous continuions à demander à nos amis de la région : « Vous êtes avec nous ou avec la Chine ? » Leur réponse était invariable : « Ne nous demandez pas de choisir. » Avançons jusqu'à l'invasion américaine en Irak, la riposte à l'attentat terroriste du 11 septembre et l'invasion de l'Afghanistan. Les États-Unis concentrent de plus en plus leurs efforts sur ces deux fronts d'Asie du Sud-Ouest, dans l'objectif de faire évoluer ces régimes, malgré des environnements hostiles. Et pendant ce temps, la Chine continue sur sa lancée.

Arrive ensuite la crise financière de 2008. Une fois de plus, l'économie des États-Unis vacille. Le G20 et d'autres pays nous aident alors à nous remettre de cette période. Pendant ce temps, nous étions toujours embourbés dans ces guerres. Et nous ne nous en sommes extraits que dans les années 2010. Or, tout au long de cette période, la Chine n'a cessé de développer, de manière certes inégale mais efficace, une diplomatie économique auprès des pays voisins et ainsi fortement accru ses volumes d'échanges et d'investissements dans toute la région, en stimulant surtout les échanges commerciaux, et grâce à de gros investissements. Si l'on fait une étude de la région et de la situation des États-Unis par



rapport à la concurrence avec la Chine dans la région Asie-Pacifique, le bilan à la fin des mandats d'Obama et de Biden n'est pas très bon. L'administration Biden s'est bien efforcée d'améliorer certains aspects de la situation dans la région.

Si on analyse cela selon quatre zones – dont l'Asie du Sud, dont nous parlera M. l'ambassadeur Narayanan – les États-Unis ont renforcé ces alliances, en réponse, notamment, aux préoccupations de nos amis de Séoul et de Tokyo. De nouveaux engagements ont été pris pour renforcer les relations entre les États-Unis et les gouvernements Yoon en Corée du Sud et Kishida au Japon, afin d'améliorer les relations entre le Japon et la Corée du Sud, ce qui est une réussite notable. Les États-Unis et l'Australie ont également développé l'AUKUS – l'entente de principe entre l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis – avec pour objectif, entre autres, la construction de sous-marins, dans le cadre des piliers 1 et 2 de l'accord AUKUS, qui, du moins en apparence, ressemble à un renforcement de nos relations avec un allié clé dans le Pacifique Sud. Dans l'intervalle, les États-Unis ont ignoré les îles du Pacifique. Mais l'implantation chinoise à Fidji et ailleurs dans la région a alerté les Américains. Nous avons commencé à nous engager dans des Traités de libre association avec nos amis des petites îles du Pacifique Sud qui dépendent de l'aide extérieure. Les États-Unis sont ainsi revenus dans le jeu, avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande, afin d'opposer une véritable concurrence à la Chine.

Quant à l'Asie centrale, après la fin de la guerre d'Afghanistan, les États-Unis s'en sont désintéressés. Nous n'avons pas d'intérêts à défendre dans cette région. La concurrence s'y joue en fait entre la Chine et la Russie, et nous ne nous y impliquons pas. L'Asie du Sud-Est semble l'aspect le plus intéressant, car les pays de cette région ont beaucoup approfondi leurs relations avec la Chine. Singapour a toujours été franche sur sa position : « Ne nous demandez pas de choisir entre la Chine et les États-Unis. » Mais ses avertissements se font de plus en plus clairs. Pour comprendre l'attitude des pays d'Asie du Sud-Est quant à leurs relations avec la Chine et les États-Unis, il faut tenir compte de signaux plus subtils que leurs seules déclarations. Observons le comportement des nouveaux dirigeants de l'Indonésie et de la Malaisie, qui entretiennent de longue date des relations intéressantes avec les États-Unis : pour leur première visite officielle à l'étranger, tous deux ont choisi de se rendre en Chine et non pas aux États-Unis. C'est là un signal important qui mériterait notre plus grande attention. Or, je crains que ce ne soit toujours pas le cas.

Pour en revenir à la situation actuelle, d'un point de vue économique, les États-Unis ont perdu pied dans la région. Nous n'y avons aucune concurrence en matière de commerce ou autre, et nous nous sommes désengagés de l'accord de partenariat transpacifique, qui était en préparation à la fin du mandat d'Obama. L'Asie a suivi sa propre voie en signant des accords commerciaux bilatéraux, multilatéraux et régionaux qui n'incluent pas les États-Unis. Les États-Unis se sont retirés d'eux-mêmes. Nous n'avons pas été exclus. C'est nous qui avons choisi de ne pas nous impliquer. Deuxièmement, à cause de notre engagement intense dans les conflits d'Afghanistan et d'Irak, nous avons négligé de renforcer notre marine et notre corps des Marines, de moderniser nos bases et d'accroître nos capacités. Nous avons par ailleurs manqué de constance dans notre attention aux Philippines. C'est de nouveau un sujet d'actualité, mais les relations entre nos deux pays ont connu des tensions, alors que les Philippines étaient auparavant un allié et un partenaire solide des États-Unis.

Pour en revenir à la Chine aujourd'hui, ses problèmes intérieurs sont réels – sans les minimiser ou les amplifier. Elle a néanmoins su se placer dans une position très forte en tant que principal partenaire commercial de la plupart des nations voisines. Le gouvernement Biden laisse en héritage à la nouvelle administration Trump des liens de sécurité renforcés avec la Corée du Sud et le Japon. Trump a la possibilité de les approfondir. Il est également tout à fait capable de les affaiblir. Notre relation avec l'Australie a également évolué. Tout dépend donc de l'avenir. Il est impossible de savoir à quoi s'attendre. Nos liens s'approfondiront peut-être encore. Il se peut aussi qu'ils connaissent le même sort que l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est dans les années 1950.

Il n'en reste pas moins que cette question est importante. À mon avis, lorsque la Chine pense à Taïwan, elle doit normalement se dire : « Cela vaut-il la peine de se battre ? Sommes-nous provoqués au point de devoir nous battre ? Ou sinon, en l'absence de provocations, Taïwan est-elle si exposée à des actions militaires, coercitives, économiques ou autres de la Chine qu'elle pourrait être tentée par une sorte de réunification ou d'unification avec la Chine, en raison du fait que les États-Unis sont beaucoup plus faibles économiquement et militairement dans la région ? » Je pense que d'un point de vue économique, oui, la Chine est plus forte. Les efforts du gouvernement Biden, que prolongera probablement l'administration Trump, en vue de définir les domaines de haute technologie que nous pouvons refuser à la Chine et pour tenter de freiner le développement technologique de la Chine, confèrent certains avantages aux États-Unis. Mais la bataille est loin d'être gagnée.

Et c'est surtout dans le domaine des achats militaires que nous manquons de réformes significatives. Les capacités de notre marine, de notre armée de l'air et de notre Corps des Marines dans la région n'ont pas augmenté au même rythme que la capacité d'intimidation de la Chine envers Taïwan, qui se trouve donc dans une situation plus vulnérable aujourd'hui qu'il y a 20 ou 30 ans. Et cette tendance ne fléchit pas. Voilà un grand test qui attend la future administration Trump : fera-t-elle appel à des gens comme Elon Musk, capables de réformes et d'impulsions entrepreneuriales, et à de nouveaux personnels au ministère de la Défense, afin d'améliorer nos systèmes d'approvisionnement, de guider notre armée vers une modernisation réelle et rapide et vers une moindre dépendance par rapport aux intérêts spécifiques de membres du Congrès dans divers aspects du budget de la défense ? Car c'est là la source du processus responsable de notre retard par rapport à la modernisation militaire fulgurante de la Chine. J'ai hâte d'analyser cela en détail au fil des questions qui se poseront pendant cette discussion. Je vous remercie.

John Andrews

Merci beaucoup, Douglas. Une petite question : pensez-vous que l'Amérique adhérera un jour au CPTPP ?

Douglas Paal

C'est très difficile de répondre à ce genre de question.

John Andrews

Alors permettez-moi d'ajouter : pensez-vous que la Chine devrait en rester exclue ?

**Douglas Paal**

Je pense que la Chine devrait respecter les normes du CPTPP, mais qu'elle en est loin. En revanche, si elle était capable de les respecter, elle devrait en faire partie. Et si nous pouvons les respecter, nous devrions également en faire partie. Toutefois, un groupe de discussion précédent a débattu très clairement de la façon dont nos dirigeants politiques ont négligé de préparer le public à faire face aux exigences internationales en matière d'accords commerciaux multilatéraux. Il reste beaucoup à faire.

John Andrews

L'instinct isolationniste est très fort.